



Comptes définitifs 2014 de Guyane L'activité se maintient grâce à la consommation des ménages et au spatial

En 2014, en Guyane, la croissance reste élevée mais les premiers signes d'un ralentissement se font sentir. Le PIB progresse de 2,8 % en valeur. La croissance repose d'abord sur l'intensification de l'activité spatiale et sur le dynamisme du secteur de la construction, grâce à l'augmentation des dépenses publiques. En revanche, l'investissement des entreprises ralentit.

Ali Benhaddouche

Entre 2012 et 2014, l'économie guyanaise montre les premiers signes d'un ralentissement¹. Plusieurs facteurs concourent à ce constat : la baisse des investissements des entreprises, des niveaux de consommation des ménages toujours élevés mais inférieurs à ceux observés avant la crise internationale de 2008 et la crise sociale en Guyane, un chômage qui progresse, une demande d'emploi en augmentation. Elle continue néanmoins d'afficher des signes positifs de croissance: progression de l'emploi salarié, activité spatiale intensifiée, stabilité des échanges extérieurs. En 2014, le PIB de la Guyane (*figure 2*) continue d'augmenter de 2,8 % en valeur, et la faible évolution des prix favorise la consommation des ménages.

Consommation des ménages en hausse

La consommation des ménages augmente de 5,9 % en valeur en 2014 (*figure 1*). Le moteur essentiel de la dynamique de consommation reste la forte croissance démographique (+ 2,4 % par an en moyenne sur la période 2007-

2014). Elle est également entretenue par une faible inflation (+ 0,5 %) qui soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur niveau de dépenses. Le revenu disponible brut des ménages (RDBM) progresse de 5,7 % en volume (*figure 3*), ce qui correspond à l'évolution du pouvoir d'achat total en Guyane. Ramené à la population, il mesure le pouvoir

1 La consommation des ménages progresse de 5,9% en 2014

Les principaux agrégats en Guyane (en millions d'euros courants)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Évolution 2014/2013
Produit Intérieur Brut	2 980	3 133	3 249	3 385	3 572	3 783	3 856	3 964	2,8
Consommation finale	3 045	3 248	3 324	3 539	3 672	3 826	3 947	4 141	4,9
- dont ménages	1 640	1 771	1 764	1 947	2 047	2 105	2 185	2 313	5,9
- dont APU*	1 406	1 477	1 560	1 593	1 625	1 722	1 761	1 828	3,8
Investissements	822	862	875	938	1 069	1 074	1 102	1 095	-0,6
Variations de stocks	30	49	36	-56	-25	-15	-35	3	ns
Importations	1 886	1 999	2 024	2 078	2 439	2 538	2 718	2 722	0,1
Exportations	969	975	1 039	1 041	1 296	1 435	1 559	1 447	-7,2

*: Administrations publiques.

Source : Insee, comptes régionaux définitifs de la Guyane, base 2014.

¹ - Les publications des comptes définitifs en France métropolitaine ou en Outre-mer interviennent trois ans après le millésime (à N+3). Ce délai s'allonge lorsqu'est adoptée une nouvelle année de référence pour rebaser les séries, comme cela a été le cas en 2018. Les comptes définitifs de 2014 sont ainsi diffusés en 2019 (voir encadré Sources et méthodes).

d'achat individuel. Il se renforce en 2014 (+ 3,7 % en volume) et poursuit sa progression entamée l'année précédente. Ce regain de la consommation observé depuis 2010 est confirmé par la progression continue de l'emploi salarié sur la période, notamment dans le tertiaire marchand et l'industrie. Autres indicateurs de bonne tenue de la consommation, les importations de biens de consommation sont en constante progression depuis 2010. Elles progressent de 3,4 % en 2014.

Si la persistance d'un chômage de niveau structurellement élevé reste un signe d'inquiétude, il ne semble pas entamer le moral des ménages : depuis 2010, le taux d'épargne des ménages est stable et avoisine les 24 % (figure 4). La baisse des taux d'intérêt a permis aux ménages d'investir dans l'immobilier : l'encours des crédits à l'habitat affiche une progression de 8,4 % en 2014. Parallèlement, la situation sociale se dégrade : le nombre d'allocataires du RSA représente la moitié des allocataires de la Caisse d'Allocations Familiales de Guyane. Il augmente nettement plus vite en Guyane (+ 29 % entre 2011 et 2014) qu'en France métropolitaine (+ 19 %). Les hausses les plus fortes ont concerné les RSA Activité et Socle + Activité.

La commande publique peine à soutenir le secteur du BTP

La commande publique reste l'un des principaux moteurs de l'activité guyanaise. Face aux défis posés par la démographie, l'investissement public dans la construction (écoles, collèges et infrastructures) progresse de 4,8 % par an en moyenne, entre 2008 et 2013.

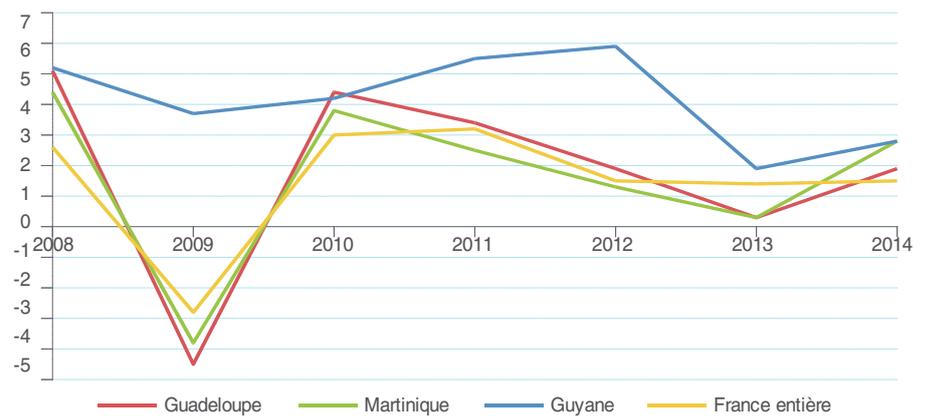
Toutefois, dans un contexte budgétaire contraint et de fin de cycle de fonds structurels européens, l'investissement public marque le pas en 2014 (- 8,6 %). Le montant des opérations engagées de commande publique est en contraction de - 9,5 % par an en moyenne entre 2011 et 2014. La moitié de cette commande est injectée dans le secteur des travaux publics. La commande pour le logement, notamment social, reste faible. Après des années de croissance forte grâce à de gros projets technologiques ou structurants (Soyouz, ZAC de Soula), l'activité dans la construction ralentit en 2013 et 2014 : l'emploi salarié du secteur ne cesse de baisser, tout comme les créations d'entreprises de construction.

Rôle moteur du secteur spatial

Entre 2008 et 2014, la filière spatiale joue un rôle moteur dans l'économie guyanaise. Elle irrigue l'économie sous deux formes. En tant qu'activité de haute technologie, elle génère une forte valeur ajoutée. Dans

2 La croissance économique de la Guyane ralentit

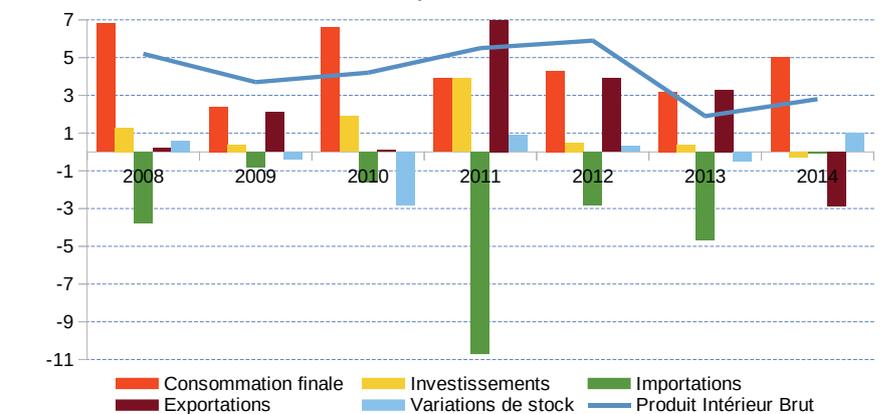
Évolution du Produit Intérieur Brut en valeur (prix courant)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs des Antilles-Guyane, comptes nationaux - Base 2014.

3 La consommation des ménages, moteur de la croissance

Contributions à la croissance du PIB en Guyane en %



Source : Insee, comptes régionaux définitifs de Guyane, base 2014.

ce territoire peu peuplé, aucune autre activité ne génère autant de richesses, en particulier dans le secteur industriel (production partielle des propulseurs d'appoint, combustibles) et celui des transports (matériels, équipements). Les dépenses de fonctionnement et les investissements réguliers fournissent de l'activité aux entreprises et favorisent l'emploi. En 2014, la place du spatial dans l'économie guyanaise reste très importante. Le secteur génère 15 % de la valeur ajoutée du territoire.

L'investissement des entreprises ralentit

L'investissement des entreprises est porté principalement par l'activité spatiale et le BTP. Après une période 2008-2013 marquée par une croissance continue, l'investissement se stabilise en 2014 (- 0,6 %). Les crédits d'investissement aux entreprises progressent de 9,0 % en 2014, principalement portés par l'augmentation des crédits à l'équipement (+ 10,9 %). Les importations de biens d'investissement (ordinateurs, machines ...) baissent en 2014 après avoir augmenté en 2013.

Au-delà du PIB

Le produit intérieur brut (PIB) est l'indicateur économique considéré comme le plus représentatif de la richesse monétaire dégagée par un appareil productif national (ou régional). Cependant, comme tout indicateur statistique, il présente des avantages et des inconvénients. Ces dernières années, l'usage du PIB comme indicateur global de progrès économique et social a été remis en cause et, en 2009, une commission internationale présidée par Joseph Stiglitz a pointé certaines de ses limites.

Le PIB actuel constitue une mesure quantitative de la production de richesse d'un pays. Cette mesure n'intègre cependant pas d'indicateurs de développement social ; elle ne prend pas non plus en compte la question de la soutenabilité de la croissance économique, notamment en termes écologiques, du fait des externalités négatives de la production (nuisances sonores, pollution atmosphérique, occupation d'espace...), ni la production réalisée en dehors du marché des biens et services (par exemple, les travaux domestiques, d'éducation des enfants...).

Stabilité des échanges commerciaux

L'année 2014 enregistre une stabilité des échanges commerciaux de la Guyane, à l'inverse de la tendance des années précédentes. Les importations sont stables alors qu'elles progressaient de 7,2 % par an en moyenne sur la période 2010-2013 (figure 1). Au moins deux facteurs peuvent expliquer cette évolution : la réduction des activités de prospection du groupement pétrolier au large de la Guyane (importations de matériaux de forage) et le recul des investissements des entreprises. Ces dernières ont peu investi dans de nouveaux équipements, car elles ont renouvelé leurs équipements existants les années précédentes, notamment dans les secteurs des équipements mécaniques, matériels électriques, électroniques et informatiques et matériels de transport.

La majorité des postes d'importations est concernée. Alors que les importations liées aux industries alimentaires et celles des biens de consommation progressent (respectivement de 1,1 % et 3,8 %), les autres postes sont en retrait. Ainsi, les importations de produits pétroliers raffinés sont en retrait de 8,2 % (contre + 10 % l'année précédente) ainsi que celles des biens d'équipement (- 17,1 %) après une année 2013 en progression (+ 7,0 %). Au sein de ce poste, la baisse des imports de machines industrielles et agricoles (- 41,9 %) ainsi que de matériels de transport (- 18,3 %) n'est pas compensée par l'accroissement des importations de produits électroniques, informatiques et optiques (+ 5,1 %) et d'équipements électriques et ménagers (+ 24,6 %).

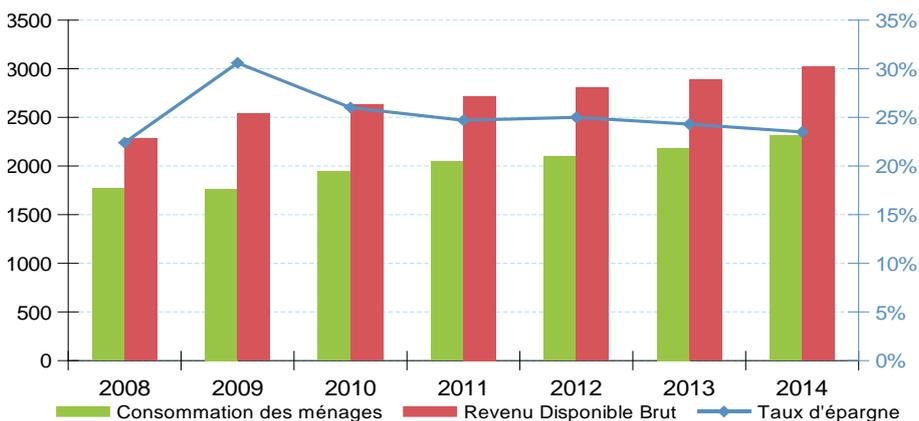
La structure des exportations a beaucoup évolué entre 2004 et 2014. Tout d'abord, les exportations d'or ont fortement décliné, leur poids passant de 54,9 % à 28,0 %. Le positionnement des industries agroalimentaires (IAA, majoritairement des produits de la pêche) est en recul et représente 6,7 % des exportations totales en 2014, contre 14,8 % en 2004. Les biens d'équipement pèsent dorénavant pour 50,2 % des exportations totales, contre 22,8 % seulement dix ans auparavant. Ce sont des biens non produits localement et qui ne représentent donc qu'une faible valeur ajoutée pour la Guyane.

Depuis 2010, l'activité du spatial dope les exportations de services de transport, avec notamment l'apparition du lanceur russe Soyouz en 2011 et du lanceur italien Vega en 2012. Elles ont progressé de 10 % par an en moyenne entre 2010 et 2013 pour se stabiliser en 2014. Les exportations liées au spatial représentent près de 85 % des exportations totales.

Les dépenses touristiques, comptabilisées en tant qu'exportations, sont restées stables. En cause, le caractère fortement affinitaire

4 La consommation des ménages et le revenu disponible brut sont en constante progression

Consommation, revenu et taux d'épargne des ménages en Guyane, en valeur (en millions d'euros et %)



Source : Insee, comptes régionaux définitifs de Guyane, base 2014

Lecture : le taux d'épargne se lit sur l'échelle de droite.

5 Un taux de marge en recul

Taux de marge, taux d'investissement et richesse créée en Guyane, en valeur (en % et millions d'euros)



** Les entreprises individuelles (EI) sont exclues du calcul du taux de marge. En effet, celui-ci sert à mesurer l'évolution du partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits. Mais pour les EI, le solde du compte d'exploitation ne peut être assimilé à un profit : c'est un revenu « mixte » qui comprend la rémunération de l'entrepreneur individuel et de sa famille.

Source : Insee, comptes régionaux définitifs de Guyane, base 2014

Lecture : la valeur ajoutée se lit sur l'échelle de droite

du tourisme en Guyane. Il apporte moins de recettes que le tourisme d'agrément ou le tourisme d'affaires, les dépenses liées à l'hébergement et à la restauration étant moindres. Le poids des dépenses des touristes représente 1,8 % du PIB.

Un PIB par habitant deux fois inférieur à celui des régions métropolitaines

En 2014, le PIB régional par habitant s'élève à près de 15 730 euros courants contre 27 900 euros en moyenne en province (hors Île-de-France). Avec une évolution démographique légèrement supérieure à la croissance du PIB (respectivement + 3,4 % et + 2,8 %), le PIB par habitant est en léger recul (- 0,4 %).

En termes de richesse par habitant, si l'on excepte Mayotte, la Guyane est le département d'outre-mer qui accuse le plus de retard par rapport à la moyenne des régions françaises hors Île-de-France. Elle y est inférieure de 43,6 %. Toutefois, la Guyane

poursuit son rattrapage : sur la période 2007-2014, l'écart s'est réduit de 5,5 points. Cette croissance globale masque deux périodes bien distinctes liées à l'arrivée de la crise économique et financière en Europe et la crise sociale aux Antilles-Guyane.

Dans les régions métropolitaines, le PIB par habitant baisse de 0,6 % par an entre 2007 et 2010, tandis qu'en Guyane, encore peu impactée par le choc économique, cet indicateur progresse de 1,5 % par an. Le différentiel du PIB par habitant entre Guyane et les autres régions s'est réduit de 3,4 points durant cette période. Entre 2010 et 2014, le PIB par habitant progresse de 1,3 % par an dans ces dernières et de 2,3 % par an en Guyane. Cet écart s'est fortement réduit, ce qui explique le plus faible rythme de rattrapage (- 2,1 points).

La structure par âge de la population guyanaise conjuguée à la difficulté d'accéder au marché de l'emploi constituent des facteurs défavorables à la création de richesse par habitant, au regard de la moyenne en province.

La Guyane est la région la plus jeune de France après Mayotte. En 2014, une personne sur deux a moins de 25 ans alors qu'au niveau national et aux Antilles, l'âge médian est proche de 40 ans. Parallèlement, l'éloignement au marché du travail résulte de l'étranglement du marché du travail mais également de l'inadéquation des besoins avec les qualifications de la population active. À ceci s'ajoutent les problèmes de mobilités pour les actifs éloignés des bassins d'emploi. Les jeunes de 15 à 29 ans en sont les premières victimes, ils sont nombreux à quitter le système scolaire sans diplôme, ce qui accroît les difficultés d'accès à l'emploi. Au final, le taux d'activité (62,4 %) et le taux d'emploi (41,2 %) sont bien inférieurs à ceux observés dans les autres régions françaises (respectivement 73 % et 63 %). La structure du tissu productif influe également négativement sur le niveau du PIB par habitant. En effet, la productivité apparente du travail varie beaucoup d'un secteur à l'autre. Elle est ainsi très forte dans le tertiaire marchand alors qu'elle est plus faible dans le non marchand (administrations, éducation, santé...). L'effet sectoriel est défavorable dans la région, compte tenu notamment de la surreprésentation du tertiaire non marchand. ■

Définitions

Produit intérieur brut (PIB) : mesure de la richesse produite sur un territoire donné, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Les PIB mentionnés dans cette publication sont mesurés en valeur (ou à prix courants).

Revenu disponible brut des ménages (RDBM) : revenu dont disposent les ménages pour consommer ou investir, après opérations de redistribution. Il comprend l'ensemble des revenus d'activité (rémunérations salariales y compris cotisations légalement à la charge des employeurs, revenu mixte des non-salariés), des revenus de la propriété (intérêts, dividendes, revenus d'assurance-vie...) et des revenus fonciers (y compris les revenus locatifs imputés aux ménages propriétaires du logement qu'ils occupent). On y ajoute principalement les prestations sociales en espèces reçues par les ménages et on en retranche les cotisations sociales et les impôts versés.

Valeur ajoutée (VA) : solde du compte de production. La valeur ajoutée est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Consommation intermédiaire : valeur des biens et services utilisés pour assurer la production.

Productivité apparente du travail : ratio qui rapporte la richesse créée (valeur ajoutée) au facteur travail (volume de travail en nombre de personnes en emploi ou en nombre d'heures travaillées).

Excédent brut d'exploitation (EBE) : solde du compte d'exploitation pour les sociétés. Il est égal à la valeur ajoutée, diminuée de la rémunération des salariés et des impôts nets des subventions sur la production.

Taux de marge (EBE/VA) : ratio qui rapporte l'excédent brut d'exploitation ou le revenu mixte à la valeur ajoutée.

Taux d'investissement : ratio qui rapporte l'investissement corporel bruts hors apport à la valeur ajoutée.

Taux d'épargne : ratio qui rapporte l'épargne des ménages au revenu disponible brut.

Taux d'activité : rapport entre le nombre d'actifs et la population en âge de travailler (ensemble des personnes âgées de 15 à 64 ans).

Taux d'emploi : rapport entre le nombre d'actifs occupés et la population en âge de travailler (ensemble des personnes âgées de 15 à 64 ans).

Sources et méthode

La comptabilité nationale vise une description la plus pertinente possible du fonctionnement de l'économie. Des changements de base réguliers sont opérés pour tenir compte de l'évolution du fonctionnement de l'économie, et des sources statistiques (enquêtes ou données administratives notamment) qui permettent de le décrire.

En 2015, les comptes nationaux sont passés en base 2010, notamment pour mettre en œuvre la nouvelle version du Système européen de comptes, le SEC 2010, modifiant en particulier le champ des dépenses comptabilisées en investissement pour y inclure les dépenses en Recherche et Développement et en systèmes d'armes ; en 2017 ils sont passés en base 2014 pour comptabiliser le trafic de stupéfiants et caler les échanges extérieurs de services sur les données de la balance des paiements.

En 2019, les comptes régionaux Antilles-Guyane sont à leur tour passés en base 2014. Ce changement comprend toutes les recommandations du SEC 2010 sauf celles qui relèvent de la prérogative nationale, tel par exemple les systèmes d'armes ; ou qui n'ont pas un impact significatif sur l'économie de la région Antilles-Guyane tel que le travail à façon.

L'existence de statistiques spécifiques, notamment sur le commerce extérieur, permet l'élaboration de comptes régionaux en Guadeloupe, Guyane et Martinique selon les méthodes et concepts du système de comptabilité nationale. Les comptes des DOM sont en base 2014. La production de ces comptes régionaux n'est donc pas une régionalisation des comptes nationaux comme dans les régions métropolitaines.

Les comptes régionaux annuels donnent une fois par an une description globale et détaillée de l'économie régionale. Cette description porte sur les ressources et emplois de biens et de services, l'activité des branches, les comptes des secteurs institutionnels et les tableaux entrées-sorties (TES) ainsi que les tableaux économiques d'ensemble (TEE).

Service territorial de Cayenne
23 ter Avenue Pasteur - CS 36017
97306 Cayenne Cedex

Directeur de la publication :
Yves CALDERINI

Rédacteur en chef :
Sylvie BLANC

Rédacteur en chef adjoint :
Maud TANTIN MACHECLER

Mise en page :
Myriam JELAINE

ISSN : 2417-0798
© Insee 2019

Pour en savoir plus

- « Le bilan économique 2014 en Guyane », *Insee conjoncture n° 1*, mai 2015
- « La Guyane en 2014 », Rapport annuel de l'IEDOM - juin 2015 www.iedom.fr
- Hurpeau B., « Les produits intérieurs bruts régionaux de 1990 à 2013 », *Insee Focus n°60*, juillet 2016
- Les comptes économiques des DOM, consultables sur www.insee.fr/guyane et sur www.cerom-outremer.fr/guyane

